

TRES BIENTOT DEUX ELECTIONS

Municipales et Européennes, des enjeux sans commune mesure

Bien sûr, les élections municipales des 23 et 30 mars seront déterminantes pour nos communes: les impôts locaux seront-ils limités ? La ville bien gérée ?... On va voter, on sait pourquoi, on sait pour qui. On se passionne !

Mais deux mois plus tard le 25 mai, les élections pour le Parlement européen risquent de laisser les électeurs indifférents. Quel en est l'enjeu véritable ? Voilà qui est peu clair. On peut même penser qu'elles ne servent à rien. Le fonctionnement de l'Europe est incompréhensible et le rôle du parlement ignoré. En outre les listes sont locales, les candidats inconnus, parachutés de Paris par les partis nationaux.... On s'en désintéresse !

Et pourtant... Le pouvoir du Parlement européen est déjà aujourd'hui très important. Aucune directive ne prend effet sans avoir été approuvée par lui. Qui le sait ? Or le rôle du parlement peut encore augmenter avec ces élections mais aussi la situation de l'Europe complètement basculer selon le résultat. Il s'agit donc l'avenir de notre pays qui est en jeu. Mais qui en a conscience ?

LA FRANCE SEULE FACE AU MONDE

Les Français sans espoir ne savent vers qui se tourner. Ils sont très nombreux, même pour ses électeurs, à juger le pouvoir actuel décevant, voire désolant. L'opposition, divisée, n'a pas de propositions d'avenir convaincantes et n'offre pas une alternative crédible. La France perd son image, l'argent et les jeunes talents la quittent. Seul un populisme national attire des électeurs désespérés avec un drapeau : la France, éternelle et rassurante. On la connaît bien et pense pouvoir en maîtriser le destin...

Or la France glorieuse appartient au passé : le monde a changé. La France représente moins de 0,9% de la population mondiale. Elle parle mais n'est plus écoutée par les puissants. Elle veut partir en guerre contre les méchants, mais ne convainc pas d'alliés pour l'accompagner ! Dans tous les classements internationaux modernes elle est loin derrière les premiers. La « troïka » (FMI, Commission, BCE), décide que des prélèvements sur les comptes bancaires des particuliers pourront intervenir à Chypre, pays de l'Union ! Notre niveau de vie dépend des importations de produits chinois à bas prix. Notre industrie sidérurgique appartient à un groupe Indien, nos chantiers de l'Atlantique à des Coréens, une partie de notre agro-alimentaire à des fonds de pension américains et le port de Marseille à des Chinois. C'est à New-York, Londres, Francfort ou au Qatar que se décide le taux auquel la France va pouvoir emprunter pour maintenir son niveau de vie. Que reste-t-il de notre indépendance quand en outre 70% des lois et des règlements qui nous

encadrent proviennent de l'Union Européenne ? Nos concitoyens ressentent gravement cette perte de souveraineté et sont sans espoir car ils se voient dépassés par une crise incontrôlable. Ils se trouvent bien mal vêtus dans les vents glacés de la compétition internationale. Alors ils sont tentés par le repli sur soi. On peut le comprendre.

L'ENJEU DE CES ELECTIONS

Compter sur nos maigres forces pour nous tirer seuls d'affaire, à l'intérieur de notre magnifique hexagone, confortable et protecteur, est un rêve impossible. Quitter l'Euro, rétablir le contrôle des changes et les douanes à nos frontières est irréaliste et l'était déjà en 1981 ! Avoir une telle vision de l'avenir, c'est faire l'autruche et se mettre la tête sous l'oreiller quand le danger grandit partout autour de nous.

L'enjeu de la prochaine élection européenne est justement se savoir quelle vision de l'avenir sortira des urnes et comment nous sortirons de l'impasse.

Si les électeurs cèdent à la tentation du repli sur soi ou s'abstiennent de voter, comme le laissent présager les derniers sondages, une vague de députés eurosceptiques déferlera sur le Parlement. De l'intérieur ils déferont ce qui a été laborieusement construit pendant les 50 dernières années : une communauté de peuples unis dans leur économies et tendant vers un avenir commun.

Nos pays se désolidariseront, cherchant leur salut en eux-mêmes. Jouant chacun pour soi et contre les autres, ils renforceront, ce qui est déjà en partie déjà le cas, des règles sociales et fiscales divergentes. Le taux des emprunts de l'état français augmentera immédiatement en raison du manque de confiance dans notre monnaie affaiblie par l'inflation et notre manque de compétitivité. La dette s'emballera, entraînant des déficits budgétaires à la hausse, et des impôts accrus pour y parer. Les prix augmenteront car nous devons acheter les marchandises au prix fort. Nos frontières se fermeront, et le résultat est connu, notre niveau de vie s'effondrera. Nous sortirons peut-être un jour de l'impasse, mais par le bas, c'est certain !

UNE VISION D'AVENIR POUR L'EUROPE

Heureusement le réalisme et le bon sens de nos concitoyens peut leur faire comprendre qu'une autre vision de l'avenir existe pour éviter ce cataclysme : sortir de l'impasse par le haut en négociant une part de souveraineté contre le fait d'intégrer une équipe gagnante.

- La sortie de crise ne peut venir que d'une gestion commune de l'économie et de la monnaie : une union monétaire et bancaire solidarisant les pays de l'Union et permettant à la Banque Centrale de jouer le rôle d'une banque d'Etat!
- L'emploi ne peut venir que de règles sociales et fiscales harmonieuses entre nos pays pour éviter le dumping qui attire les investissements et les jobs.

- La maîtrise de l'immigration ne peut venir que de règles communes entre nos pays, d'une protection commune de nos frontières (sans laisser quelques pays se débrouiller avec un afflux ingérable), et de politiques communes, donc puissantes, vis-à-vis des pays d'origine.
- La crédibilité sur la scène internationale ne peut venir que d'une politique étrangère commune appuyée sur une défense commune.
- La protection contre les coups de boutoirs économiques de la Chine, de l'Inde ou du Brésil ne peut venir que d'une Grande Puissance assez forte pour leur faire face.

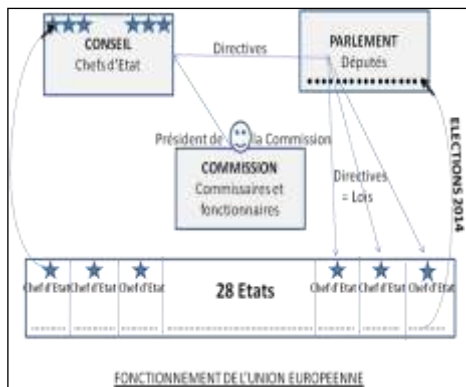
Le maintien du niveau de vie actuel et la protection de notre magnifique environnement ne peuvent venir que de ce qui précède !

UNE PREMIERE, UN PRESIDENT DE LA COMMISSION ELU

Dans ce contexte l'enjeu des prochaines élections est considérable pour notre pays et son avenir : d'abord préserver l'acquis de l'Union qui est immense et trop souvent ignoré, ensuite corriger ses imperfections qui sont criantes et abusivement montées en épingle, mais surtout poursuivre la construction de l'équipe gagnante que constituent nos pays européens réunis dans une véritable Union Européenne comme peuvent l'être les USA ou l'Union Indienne. **Pour cela il faut avoir un Parlement solidement élu. Il pourra alors s'appuyer sur sa légitimité pour bousculer les obstacles et faire avancer les réformes profondes dont l'UE a besoin.**

Grande première, pour la première fois cette élection permettra de faire nommer un président de la Commission par le suffrage populaire. Pour la première fois l'électeur de la France profonde aura sur les documents électoraux le nom, et, on peut l'espérer, la photo, du candidat que souhaite le parti de son choix comme président de la Commission. Le Parlement européen a en effet demandé

- aux listes nationales de manifester leur lien avec un parti européen,
- et à ceux-ci de faire savoir qui ils proposent pour présider la Commission. Ce personnage ainsi choisi par la majorité parlementaire acquerra de ce fait une dimension politique totalement nouvelle et suffisamment solide pour représenter ce gouvernement qui manque tant à l'Union.



Quant au Parlement, s'il ne peut pas encore proposer les lois, il doit déjà les avaliser. L'actuel budget européen proposé par le Conseil des chefs d'Etat et de Gouvernement et refusé par le Parlement est un signe encourageant de son pouvoir. Le Parlement peut en outre, conformément au traité de Lisbonne, convoquer une Convention susceptible de proposer les modifications nécessaires aux traités.

Seul organe démocratiquement élu au niveau européen le Parlement est ainsi le seul à pouvoir légitimement nous représenter. Il

piaffe devant le pouvoir exorbitant que s'est attribué de fait le Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement dont les débats se font à huis clos et dont les décisions de type « chacun pour soi » sont ensuite imposées sans être jamais soumises à aucun parlement.

Ne pas voter aux prochaines élections européennes, ou voter pour le repli sur soi, c'est renforcer cette situation choquante et priver l'Europe du système démocratique auquel elle a droit... elle qui a inventé la démocratie !

Voter, ce sera renforcer l'union politique des partenaires européens pour leur permettre de devenir, progressivement réunis, la première puissance du mondeⁱ !

Jean-Pierre Guth
Président de EUROPE AVENIR
www.europ-avenir.eu

ⁱ Comparaison Europe/USA : Population 504M/316, PIB 12.250G€/10.580, médailles aux JO 222/103, espérance de vie moyenne 78,7/78,0 , etc. Réunies, les forces des pays de l'UE sont supérieures à celles des USA... sauf sur le plan militaire !